

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---










**Fournitures de produits d'épicerie et droguerie pour  
l'Université Grenoble Alpes et l'Institut  
polytechnique de Grenoble.**

---

**Consultation n° F25F004**

**Institut polytechnique de Grenoble**  
**DAFA / Service Achats**  
46 avenue Félix Viallet  
38031 GRENOBLE CEDEX 1

## L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

|   |                                  |   |
|---|----------------------------------|---|
|  | <b>Objet</b>                     | Fournitures de produits d'épicerie et droguerie |
|  | <b>Type de contrat</b>           | Accord-cadre                                    |
|  | <b>Nombre de lots</b>            | 2   |
|  | <b>Tranches optionnelles</b>     | Sans tranches optionnelles                      |
|  | <b>Clauses environnementales</b> | Avec  |
|  | <b>Reconduction</b>              | Avec  |
|  | <b>Prix</b>                      | Prix unitaires                                  |
|  | <b>Variation des prix</b>        | Avec  |
|  | <b>Avance</b>                    | Avec  |

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat .....                  | 4  |
| 1.1 - Objet du contrat .....                                 | 4  |
| 1.2 – Groupement de commande .....                           | 4  |
| 1.3 - Décomposition du contrat.....                          | 4  |
| 1.4 - Type d'accord-cadre.....                               | 4  |
| 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande .....    | 5  |
| 1.6 - Conditions d'achat sur catalogue.....                  | 5  |
| 2 - Pièces contractuelles.....                               | 6  |
| 3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....             | 6  |
| 4 - Protection des données à caractère personnel.....        | 7  |
| 5 - Durée et délais d'exécution .....                        | 7  |
| 5.1 - Durée du contrat .....                                 | 7  |
| 5.2 - Reconduction .....                                     | 7  |
| 5.3 - Délais d'exécution .....                               | 8  |
| 6 - Prix.....  | 8  |
| 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....              | 8  |
| 6.2 - Modalités de variation des prix .....                  | 8  |
| 7 - Garanties Financières .....                              | 9  |
| 8 - Avance .....   | 9  |
| 8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....       | 9  |
| 8.2 - Garanties financières de l'avance.....                 | 9  |
| 9 - Modalités de règlement des comptes.....                  | 9  |
| 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....         | 9  |
| 9.2 - Présentation des demandes de paiement.....             | 10 |
| 9.3 - Délai global de paiement .....                         | 11 |
| 9.4 - Paiement des cotraitants .....                         | 11 |
| 9.5 - Paiement des sous-traitants.....                       | 11 |
| 10 - Conditions d'exécution des prestations.....             | 11 |
| 11 - Développement durable.....                              | 12 |
| 12 - Constatation de l'exécution des prestations .....       | 12 |
| 12.1 - Vérifications .....                                   | 12 |
| 12.2 - Décision après vérification .....                     | 12 |
| 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle ..... | 13 |
| 14 - Pénalités.....  | 13 |
| 14.1 - Pénalités de retard.....                              | 13 |
| 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....                 | 13 |
| 15 - Assurances .....  | 13 |
| 16 - Modification du contrat .....                           | 13 |
| 16.1 - Cession du marché.....                                | 13 |
| 16.2 - Evolution réglementaires .....                        | 13 |
| 16.3 - Clause de réexamen .....                              | 14 |
| 17 - Résiliation du contrat.....                             | 14 |
| 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....      | 14 |
| 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....          | 15 |
| 18 - Règlement des litiges et langues.....                   | 15 |
| 19 - Clauses complémentaires .....                           | 15 |
| 19.1 – Marché de prestations similaires.....                 | 15 |
| 19.2 – Clause limitative du principe d'exclusivité.....      | 15 |
| 20 - Dérogations.....  | 16 |

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Fournitures de produits d'épicerie et droguerie pour l'Université Grenoble Alpes et l'Institut polytechnique de Grenoble.**

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de produits d'épicerie et de droguerie pour les besoins des établissements composés d'écoles, UFR, laboratoires et autres services rattachés. Les produits devront répondre à des exigences de qualité, de traçabilité et de respect des normes en vigueur, tout en assurant une grande diversité de l'offre.

Il est conclu par et pour le compte de l'Université Grenoble Alpes et l'Institut polytechnique de Grenoble.

Ces deux établissements, chacun personne morale de droit public, agissent en qualité d'acheteurs au sens de l'article L1111-1 du Code de la commande publique.

Le terme « acheteur » désigne indifféremment chacun des deux établissements précités, selon le contexte du bon de commande ou de la relation contractuelle engagée avec le titulaire.

Cet accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes.

### Lieu(x) d'exécution :

Agglomération de Grenoble (lot 1) et de Valence (lot 2)

## 1.2 – Groupement de commande

En application de l'article L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique, le présent marché est passé en groupement de commandes entre l'Institut Polytechnique de Grenoble (Grenoble INP – UGA), coordonnateur du groupement et l'Université Grenoble Alpes (UGA).

Le coordonnateur est chargé de mener la procédure de passation, chaque membre du groupement signe, notifie ses marchés et assure pour ce qui le concerne sa bonne exécution.

## 1.3 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

| Lot(s) | Désignation               |
|--------|---------------------------|
| 01     | Agglomération de Grenoble |
| 02     | Agglomération de Valence  |

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.4 - Type d'accord-cadre

Les accords-cadres, conclus en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, sont établis sans montant minimum et avec un montant maximum annuel.

Il s'exécute au fur et à mesure à la fois par l'émission de bons de commande, conformément aux conditions définies dans l'accord-cadre pour les prestations référencées dans le bordereau des prix unitaires (BPU), ou sur catalogue pour les produits relevant relèvent des familles de produits définies dans le présent cahier des clauses particulières.

Les maximums annuels sont fixés pour chaque membre du groupement de commandes et sont répartis comme suit :

- **Lot 1 : Agglomération de Grenoble**

- Grenoble INP - UGA : 300 000,00 euros HT par an, (soit 1 200 000 euros HT sur 4 ans) ;
- UGA : 300 000,00 euros HT par an (soit 1 200 000,00 euros HT sur 4 ans) ;

Soit, pour le lot 1, un montant total maximum annuel de 600 000,00 euros HT (soit 2 400 000,00 euros HT sur 4 ans).

- **Lot 2 : Agglomération de Valence**

- Grenoble INP – UGA : 100 000,00 euros HT par an (soit 400 000,00 euros HT sur 4 ans) ;
- UGA : 200 000,00 euros HT par an (soit 800 000,00 euros HT sur 4 ans) ;

Soit, pour le lot 2, un montant total maximum annuel de 300 000,00 euros HT (soit 1 200 000,00 euros HT sur 4 ans).

### **1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins et pourront être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

Seuls les bons de commande datés et signés par un représentant habilité pourront être honorés par le titulaire. Les bons de commande sont adressés au titulaire sur support papier ou par voie dématérialisée. Le titulaire s'engage à n'accepter aucune commande par téléphone. Le titulaire renvoie immédiatement à l'acheteur un accusé de réception. Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le cas échéant, lorsqu'un besoin ne figure pas au BPU, l'acheteur peut solliciter le titulaire pour obtenir une proposition tarifaire sur la base de son catalogue. L'article 1.6 du présent CCAP s'applique alors.

### **1.6 - Conditions d'achat sur catalogue**

Pour toute commande, l'acheteur privilégiera les fournitures figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Toutefois, lorsque la référence souhaitée n'est pas disponible au BPU, ou lorsque les spécificités techniques du besoin ne peuvent être satisfaites par les articles du BPU, l'acheteur pourra acheter sur le catalogue. à

condition que ces fournitures relèvent des familles de produits définies dans le présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire s'engage à ne pas prendre en compte la commande de fournitures n'appartenant pas aux familles de produits définies dans le présent cahier des clauses particulières. Pour ce faire, il met en œuvre les moyens décrits dans son offre conformément à l'article 2 du CCTP.

Les prix catalogue applicables sont ceux intégrés et affichés sur la plateforme, conformément à l'article 6.1 du présent CCAP. En cas d'évolution de son catalogue (nouveaux produits, modifications de prix publics, retrait de références), le titulaire doit transmettre sans frais à l'acheteur une version actualisée, sous format dématérialisé, dans les meilleurs délais.

Pour des produits commercialisés par le titulaire mais non configurés sur la plateforme, l'acheteur peut solliciter un devis, dès lors qu'ils relèvent des familles d'achat couvertes par l'accord-cadre. Le titulaire doit y répondre dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la demande, en fournissant des informations complètes et justifiées sur les prix, délais de livraison et articles proposés, et en suggérant, le cas échéant, des alternatives en cas d'indisponibilité.

L'acceptation du devis par l'acheteur emporte émission d'un bon de commande. Les délais d'exécution précisés dans le devis accepté doivent être strictement respectés par le titulaire.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG -FCS., les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes bordereaux des prix unitaires et taux de remise sur tarifs publics pour les achats sur catalogue des lots 1 et 2

Les catalogues des prix publics des titulaires des deux lots

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- L'éventuel registre questions-réponses établi pendant la consultation
- Le cadre de réponse technique et développement durable du titulaire
- Les bons de commandes
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toutes clauses de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui sont contraires aux dispositions prévues dans le marché sont réputées non écrites.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

### Obligation de confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité. Il reste responsable du respect de celles-ci.

### Obligations de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5 du CCAG-FCS.

- Intervention d'une entreprise extérieure

Suivant la durée et le risque lié à l'intervention d'une entreprise extérieure (titulaire ou sous-traitant) dans les locaux de l'acheteur, un plan de prévention ou un protocole de sécurité, allégé ou complet, est requis.

L'acheteur se met en relation avec le titulaire et ses éventuels sous-traitants, à la notification du marché ou de l'accord-cadre, pour la rédaction du document requis.

Aucune intervention ne peut être réalisée avant la validation du plan de prévention ou du protocole de sécurité par les deux parties.

Durant la durée totale du marché ou de l'accord-cadre, le plan de prévention est mis à jour tous les ans ou dès qu'il y a changement des intervenants (pour le titulaire et ses éventuels sous-traitants) ou changement d'activité (pour l'acheteur).

➤ Travailleur isolé

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants mettent en place une organisation du travail permettant de respecter la réglementation en vigueur concernant la situation de travailleur isolé.

➤ Obligation d'information

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants transmettent aux intervenants dans les locaux de l'acheteur les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement qui lui ont été communiquées par le représentant de Grenoble INP – UGA.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire informe sans délai le représentant de Grenoble INP - UGA de toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité de ses agents et de tout autre personne (étudiants, enseignants, chercheurs, personnel administratif, visiteurs etc.).

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Par exception, si les montants maximums annuel fixé à l'article 1.4 du présent CCAP pour une période en

cours est atteint avant son terme, la reconduction tacite s'opère de manière anticipée à compter de la date d'atteinte de ce montant. La période suivante débute alors immédiatement.

### **5.3 - Délais d'exécution**

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés dans chaque bon de commande, dans le respect du délai maximum prévus au CCTP.

Lorsque le titulaire a proposé dans son offre des délais d'exécution plus courts que les délais maximums prévus au CCTP, ces délais s'appliquent de plein droit. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions du CCAG-FCS.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application :

- des prix unitaires remisés figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU et taux de remise catalogue);
- des prix issus du catalogue du titulaire, diminués du taux de remise contractuel indiqué pour chaque famille de produits tel qu'indiqué dans le document « BPU et taux de remise catalogue »

Le taux de remise consenti par le titulaire est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre, y compris en cas de reconduction. Le titulaire pourra cependant, à tout moment, proposer une amélioration de ses conditions tarifaires, par une augmentation du taux de remise, qui sera formalisée par avenant.

. Les prix contractuels doivent être accessibles et applicables lors de la passation des commandes, quelle que soit la modalité technique mise en œuvre.

Le candidat décrit, dans son offre, les modalités mises en œuvre pour garantir que la plateforme respecte ces exigences de transparence des prix.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG.-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

### **6.2 - Modalités de variation des prix**

L'ajustement de prix peut intervenir semestriellement à la demande du titulaire.

La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel 60 jours au minimum avant l'application des nouveaux prix. Les documents de preuves devront être produits en justification de l'augmentation demandée (augmentation des matières premières et frais logistiques incompressibles en particuliers).

Les nouveaux tarifs ne seront applicables qu'après accord de l'acheteur, responsable du marché

#### **Tarif Promotionnel**

Lorsqu'un ou plusieurs produits figurant au marché bénéficient d'un prix promotionnel, le candidat s'engage à fournir l'acheteur à ce prix promotionnel à condition que celui-ci soit inférieur au tarif pour lequel le candidat a été retenu.

#### **Clause de sauvegarde**



L'acheteur aura la possibilité de résilier sans indemnité et sans préavis la partie non exécutée du marché dès que le nouveau prix de règlement défini ci-dessus subira une augmentation supérieure à 2,5 %, sauf cas de force majeure applicable à l'ensemble de la profession.

### **Catalogue**

Le soumissionnaire devra fournir le catalogue des produits et la liste des prix publics Hors Taxe et Toute Taxe Comprise.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute à la première demande de paiement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement sera effectué suivant les conditions ci-après :

- 100% à l'admission.

Des paiements partiels définitifs peuvent être réalisés en cas de livraisons partielles, dès lors que les fournitures livrées sont autonomes, utilisables en l'état, et admises par l'acheteur.

Chaque facture partielle devra mentionner précisément les éléments livrés et admis, ainsi que la référence au bon de commande concerné.

## 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande issu du logiciel financier : 10 chiffres commençant par **45XXXXXXXX** ; dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

#### **Pour l'Université Grenoble Alpes**

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture

N°SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013

2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

#### **Pour l'Institut polytechnique de Grenoble**

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture

N°SIRET de l'Institut polytechnique de Grenoble : 193 819 125 00017

2/ Le code service : FACTURES1\_AVEC\_ENGAG

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de l'admission si celle-ci est postérieure à la date de dépôt de la facture.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Par complément à 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur ou par voie électronique, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou de la date d'envoi du courriel à l'issue de ce délai.

### **Obligation d'information relative au titulaire**

Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

### **Obligation de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint, à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

### **Obligation d'information :**

Il lui appartient également de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire

s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre et afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

### **Obligation du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance**

Les obligations du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance sont définies aux articles 3.5 et 3.6 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission à l'ensemble des obligations énoncées au présent article 6.3. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Il reste responsable du respect de ces obligations.

## **11 - Développement durable**

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à mettre en œuvre, pendant toute la durée d'exécution du marché, des pratiques respectueuses des principes du développement durable, conformément aux engagements pris dans son offre concernant :

- l'adhésion à des labels ou certifications équivalentes en matière de durabilité, d'éthique ou de qualité des produits et services fournis ;
- la gestion responsable des ressources mobilisées pour la fourniture des prestations, en particulier la réduction et le tri des déchets, ainsi que la limitation des emballages à usage unique ;
- la mise en œuvre d'une politique RSE active, incluant si possible des actions en faveur de l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, la qualité de vie au travail, ou d'autres mesures sociales pertinentes ;
- l'approvisionnement de produits éco-responsables, y compris via des filières locales ou durables

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

L'acheteur effectue au moment même de la livraison, les opérations de vérification qualitatives et quantitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire.

Des vérifications approfondies sont ensuite effectuées dans un délai maximum de trois (15) jours ouvrés à compter de la livraison (hors périodes de fermeture des locaux), conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Pour les denrées et produits périssables au sens de l'arrêté du 9 avril 1997 (catégories 1 et 2), ainsi que pour les produits assimilés à durée de conservation très courte, les vérifications au moment de la livraison sont définitives.

### **12.2 - Décision après vérification**

À l'issue de chacune des opérations de vérifications (simples puis approfondies), le service destinataire prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux dispositions du CCAG-FCS, la décision d'admission ou de rejet des denrées et produits périssables, au sens de l'arrêté du 9 avril 1997 ainsi que des produits assimilés à durée de conservation très courte, est prise immédiatement lors de la livraison, sous réserve de vices cachés.

Pour les autres fournitures, la décision peut intervenir dans un délai maximum de quinze jours ouvrés à compter de la livraison, hors périodes de fermeture des locaux.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes à la commande sont retournés dans leur emballage d'origine au titulaire concerné, aux frais de celui-ci ; il a la charge complète de les remplacer dans les délais et selon les modalités de livraison contractuels. Pour les produits volumineux, le titulaire s'engage à procéder à la mise au point sur place ou à les échanger.

Les frais liés au remplacement de ces produits défectueux sont à la charge du titulaire.

## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel de livraison ou d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

### 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Modification du contrat

### 16.1 - Cession du marché

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur.

La demande doit être adressée à l'adresse suivante : [marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr).

De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences. Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : [marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr). Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

### 16.2 - Evolution réglementaires

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix. Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications

éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

### **16.3 - Clause de réexamen**

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications en cours d'exécution, sans nouvelle mise en concurrence, dans les cas et selon les modalités définis ci-après. Ces modifications peuvent être mises en œuvre à l'initiative de l'acheteur ou sur demande motivée du titulaire, et donnent lieu, selon leur nature, à une décision écrite de l'acheteur ou à un avenant formel.

La présente clause de réexamen a pour objet de permettre l'adaptation du marché à des évolutions intervenant en cours d'exécution, dès lors que ces modifications sont nécessaires à la bonne exécution des prestations, cohérentes avec les besoins couverts par le marché initial, et restent strictement rattachées à l'objet et au domaine fonctionnel du présent accord-cadre.

Les modifications doivent conserver l'économie générale du contrat, ne pas porter atteinte aux conditions essentielles de la mise en concurrence initiale, et ne pas avoir pour effet de transformer substantiellement le marché en un marché de nature différente.

La présente clause s'applique notamment lorsque des évolutions techniques, commerciales ou des besoins nouveaux rendent certaines références du bordereau des prix unitaires (BPU) ou du ou des catalogues inadaptées, indisponibles, obsolètes ou insuffisamment pertinentes. L'acheteur peut alors procéder à leur retrait, à leur remplacement, ou à l'ajout de références nouvelles.

Le titulaire s'engage à proposer spontanément, ou à la demande de l'acheteur, des références équivalentes ou améliorées, y compris en cas d'évolution technologique, de changement de conditionnement, ou de constat d'inadéquation à l'usage. Il peut également être demandé l'ajout de prestations complémentaires dans le BPU ou de nouveaux taux de remise sur catalogue public.

Sur demande écrite de l'acheteur, le titulaire est tenu de fournir les justificatifs de prix pour les nouvelles prestations. Dans le cas où le représentant de l'acheteur ne serait pas d'accord sur les prix proposés ceux-ci seraient déterminés :

- Soit, en premier lieu, par accord amiable entre les deux parties.
- Soit, en cas de désaccord persistant, par voie de consultation, le représentant de l'acheteur se réservant le droit, dans ce cas de faire exécuter les prestations par une entreprise de son choix.

Les prix nouveaux seront des prix unitaires, sauf indication contraire ils sont établis sur les mêmes bases que les prix de l'accord-cadre. Les prix acceptés sont notifiés par avenant.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de non-réponse aux demandes de devis ou en cas de refus d'exécuter un bon de commande dans le cadre de l'accord-cadre, à trois reprises distinctes, sans justification écrite recevable, l'acheteur adressera au titulaire une mise en demeure de respecter ses engagements.

Si, après cette mise en demeure, le titulaire réitère un refus ou une absence de réponse sans justification écrite, l'acheteur pourra procéder à la résiliation de l'accord-cadre pour faute, sans indemnité pour le titulaire, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

## **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **19 - Clauses complémentaires**

### **19.1 – Marché de prestations similaires**

L'acheteur pourra, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans un délai de trois ans à compter de la notification du contrat.

L'acheteur pourra, conformément à l'article R.2122-4 du Code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet des livraisons complémentaires.

### **19.2 – Clause limitative du principe d'exclusivité**

L'acheteur dispose de la faculté de déroger au principe d'exclusivité du titulaire et pourra recourir à un ou plusieurs opérateurs de son choix pour l'exécution des prestations émanant des bons de commande dans les conditions suivantes :

- Si le titulaire informe expressément l'acheteur, avant l'expiration du délai de livraison, de son impossibilité à exécuter la prestation demandée pour des raisons techniques, qualitatives ou de délai.  
Cette impossibilité ne doit pas amener le titulaire à se soustraire à ses engagements contractuels. En cas de répétition de tels refus sans fondement sérieux, l'acheteur se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.
- Si le titulaire ne propose pas l'article recherché.
- En cas de dépassement du délai de remise de devis pour les demandes de devis

- En cas de prix manifestement incohérents par rapport au marché ou en contradiction avec le BPU.
- En cas de désaccord sur la fixation de nouveaux prix pour des besoins hors BPU.
- L'acheteur se réserve également la possibilité de recourir à d'autres opérateurs, notamment des commerces de proximité, des producteurs locaux ou des structures d'insertion, dans la limite de 5 % du montant maximum annuel fixé pour le lot concerné et par établissement.

. Lorsque l'acheteur procède à un achat hors accord-cadre pour l'un des cas prévus ci-dessus, le titulaire n'est pas exclu de la participation à une éventuelle consultation lancée à cette fin.

## 20 - Dérogations

- L'article 1.5 du présent document déroge 3.7.2 du CCAG-FCS -
- L'article 2 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG.-FCS.
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services